



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Des exigences qui doivent être entendues et satisfaites !

À l'appel de 8 organisations syndicales et de jeunesse, plus de 170 rassemblements et manifestations se sont déroulés aujourd'hui dans notre pays réunissant plus de 150 000 salariés, retraités, jeunes, pour exiger des mesures immédiates du gouvernement et du patronat d'augmentations générales de salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux.

Dans les entreprises, les salariés se sont mobilisés pour interpellier les directions afin d'exiger l'ouverture de négociations sur les salaires : ainsi, les Thales et Dassault réclamant des hausses de salaires à Bordeaux, les salariés de la restauration ferroviaire mobilisés pour l'amélioration de leurs droits, les salariés de la propreté urbaine à Cherbourg qui ont débrayé sur leur salaire, les énergéticiens en grève à 51% contre le hold-up organisé d'EDF par le gouvernement, etc.

Face aux difficultés grandissantes pour des millions d'entre nous pour satisfaire les besoins du quotidien, pouvoir se loger, se nourrir, se chauffer, se déplacer et ne plus voir les fins du mois débiter le 15, il y a urgence à obtenir des réponses à nos revendications.

Loin des primes ponctuelles ou autres dispositifs aléatoires, nous exigeons des mesures immédiates afin de porter le Smic à 2000 euros bruts, le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires, l'augmentation des pensions, des minima sociaux ou encore une véritable allocation d'autonomie pour les jeunes.

5 milliardaires français ont vu leurs revenus progresser de 179 milliards d'euros durant la pandémie. À lui seul, Bernard Arnault en reversant 1/3 de sa fortune pourrait doubler le budget de l'éducation.

Le quoi qu'il en coûte doit être pour les salariés, pas pour les milliardaires !

L'utilisation de l'argent public pour détruire les emplois et assurer le versement de dividendes toujours plus élevés aux actionnaires doit cesser.

Il est maintenant indispensable de développer une politique de relocalisation des productions industrielles, de soutenir les secteurs menacés tels que les fonderies, de recruter massivement dans les services publics.

Les mobilisations vont continuer à s'amplifier dans les entreprises et les services. La CGT porte la nécessité de donner des suites revendicatives rapides aux mobilisations en cours.

Montreuil, le 27 janvier 2022